

***Tripoli, Libye, 9 décembre (Infosplusgabon) - Les journaux libyens de cette semaine ont consacré une large couverture aux préparatifs de la Conférence nationale inclusive, l'un des deux points phares du Plan d'action de l'Envoyé des Nations unies en Libye prévue début janvier 2019, à côté des élections générales fixées pour le printemps prochain.***

La grande entente qu'affichent les deux Assemblées en Libye, la Chambre des représentants (Parlement) et le Haut Conseil d'Etat à l'égard de nombreuses questions cruciales à l'instar de la restructuration du Conseil présidentiel et les amendement constitutionnel opéré dernièrement, conséquence de cette entente, ont également été traités dans la presse libyenne.

Dans un article intitulé "Soutien international et déception locale en prélude à la Conférence nationale", le journal al-Wassat a écrit qu'un important soutien international a été apporté à la Conférence nationale inclusive qui sera organisée dans les premières semaines de 2019, en particulier de la part des Etats-unis d'Amérique et de l'Union européenne. Mais les doutes assombrissent les résultats de cette conférence à la lumière de la division politique persistante et des tensions en matière de sécurité qui règnent à l'intérieur de la Libye.

Le journal a souligné aussi les questions préliminaires que commencent à se poser les

politiciens et des observateurs sur les personnalités qui assisteront à ce forum et sur les résultats attendus.

Au cours de cette semaine, le Forum national libyen a enregistré une présence internationale remarquable: la représentante spéciale adjointe du secrétaire général aux affaires politiques, Stephanie Williams, s'est rendu à Benghazi pour informer les personnalités de la société civile de l'évolution de la préparation du Forum national, a indiqué le journal.

Le journal hebdomadaire paraissant au Caire, en Egypte, a précisé que les États-unis ont réitéré leur soutien à la conférence tout comme au plan d'action de l'envoyé des Nations unies, M. Ghassan Salamé, pour 2018 lors d'une réunion entre le secrétaire d'État américain Mike Pompeo et le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale Fayez al-Sarraj à Bruxelles.

Al-Wassat a ajouté, par ailleurs, que la Haute Représentante européenne pour la politique étrangère, Federica Mogherini, a confirmé que l'Union européenne soutenait le projet de l'envoyé des Nations unies en Libye d'organiser la Conférence nationale dans les premières semaines de la nouvelle année.

Cette poussée pour la réalisation de la Conférence nationale intervient environ un mois après que l'envoyé de l'ONU a annoncé la tenue d'une Conférence nationale en Libye dans les premières semaines de 2019, afin de faire pression sur les protagonistes pour organiser des

élections au printemps, a rappelé le journal. "La conférence fournira aux Libyens une plateforme leur permettant d'exprimer leurs visions pour l'avenir, afin qu'ils ne continuent pas à être ignorés par ceux qui sont au pouvoir dans ce pays divisé", a ajouté le journal citant Ghassan Salamé.

En contrepartie, selon le journal, tous les protagonistes ont montré une disponibilité "formelle" à l'égard de la Conférence étant donné qu'il est supervisé par la mission onusienne et un soutien officiel libyen étant donné que Fayez al-Sarraj, président du gouvernement d'union nationale, a décidé de nommer le comité préparatoire à la préparation de la conférence présidée par Abdellatif Al-Chouaïref et de 22 personnalités représentant des universitaires, des experts et des personnalités nationales de toutes les composantes et de toutes les régions, pour entreprendre des consultations et un dialogue avec les parties et les organes clés impliqués dans la réconciliation.

Le journal souligne que, selon des observateurs, les divergences révélées par la conférence de Palerme empêchent la conférence de trouver rapidement des solutions à la crise libyenne, en particulier à la lumière de l'échec des efforts régionaux et internationaux visant à convaincre Fayez al-Sarraj et de Khalifa Haftar de parvenir à un consensus qui ouvre la voie à une résolution politique et toutes les initiatives entreprises dans le passé pour réunir les protagonistes ont échoué.

Evoquant de son côté les amendements sur la Déclaration constitutionnelle adoptés par le Parlement, le journal Afrigateneews a rapporté la position du membre de l'Autorité chargé de la rédaction du projet de la constitution, Dhaw al-Mansouri, qui a qualifié les amendements 10 et 11 de la Constitution de "catastrophiques".

"Les amendements constitutionnels dix et onze retenus par la Chambre des représentants (Parlement) lors de sa session ambiguë de lundi 26/11/2018, qui n'a pas dépassé trois minutes, sont catastrophiques à tous points de vue et constituent une menace sérieuse pour le processus politique et prédit l'instauration d'une nouvelle dictature dans un habillage législatif, monopolisant la vie politique sans autre organe existant, et constitue un coup porté à la déclaration constitutionnelle elle-même, qui a été modifiée pour atteindre les objectifs moins douteux et suspicieux qui menacent la stabilité politique et l'unité du pays".

Le membre de la Constituante a indiqué, selon le journal, que le texte de la loi sur le référendum dans l'article 17, le rejet du projet de constitution lui fait perdre la confiance du peuple sans préciser le sort de la Constitution, dont l'alinéa 12 de l'article 30 de la Déclaration constitutionnelle dit qu'il doit retourner à l'Autorité de la Constitution pour une nouvelle rédaction ce qui indique que les auteurs de ces amendements ne souhaitent pas voir le projet de constitution consensuelle approuvé par l'Assemblée constituante le 29 juillet 2017.

Revenant à la question de l'entente entre les deux Assemblées en Libye, le journal al-Wassat a indiqué que le premier vice-président du Haut Conseil de l'Etat, Naji Mokhtar, a confirmé que le président de la Chambre des représentants (Parlement), Aguila Saleh, "s'est déclaré prêt à se concerter avec le Conseil d'Etat et à lever tout obstacle juridique qui empêcherait l'unification du pouvoir exécutif".

Le journal a indiqué, dans un article sous le titre "Consensus entre la Chambre des représentants et la Haut Conseil d'Etat", qu'une délégation de huit membres du Conseil d'Etat est arrivée en Egypte lundi pour rencontrer le président de la Chambre, Aguila Saleh, à Alexandrie, afin de discuter des actions récentes de la Chambre des représentants et des prochaines étapes du processus politique.

Le colonel-major, Ahmed Al-Mesmari, porte-parole du commandement général de l'armée nationale libyenne basée à l'Est, a déclaré, selon le journal: "Nous participerons à la Conférence inclusive au début du mois de janvier prochain, car un calendrier est prévu, ce qui constitue un développement positif et un progrès".

"Nous n'autoriserons aucune manipulation ni modifications et nous sommes avec les élections", a averti al-Mesmari lors d'une conférence de presse à Benghazi, a rapporté le journal, soulignant que "l'approbation par le Parlement et le Conseil suprême de l'Etat sur la loi référendaire et la formation du nouveau Conseil présidentiel avec un président et deux vice-présidents prolongera la crise en Libye".

FIN/INFOSPLUSGABON/MKJ/GABON2018